

Aantal ingeschreven leerlingen	Aantal betrekkingen
392 tot 401	18,5
402 tot 411	19
412 tot 421	19,5
422 tot 431	20
enz. per groep van tien leerlingen. »	

**Art. 3.** Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door onderstaande bepaling :

« Indien de schoolbevolking na 30 september aangroeit, kan de formatie uitgebreid worden respectievelijk op 1 november, 1 januari, 1 april, 1 mei, 15 mei, 1 juni en 15 juni van het lopende schooljaar.

Daartoe moet het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen tijdens een periode van tien opeenvolgende schooldagen de hogere norm bereiken die het mogelijk maakt, een halftijdse of een voltijdse betrekking te organiseren of te subsidiëren.

Er wordt rekening gehouden met elke leerling, die dezelfde school of schoolvestiging bezoekt op het ogenblik van de oprichting van de bijkomende betrekking en tien halve dagen telt, gespreid over tien dagen.

De bijkomende betrekkingen, op 1 november opgericht, worden tot 30 september van het volgende schooljaar in stand gehouden.

De bijkomende betrekkingen, opgericht op 1 januari, 1 april, 1 mei, 15 mei en 15 juni worden tot 30 juni van het lopende schooljaar in stand gehouden. »

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 oktober 1992.

**Art. 5.** De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 augustus 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

F. 92 — 3056

**31 AOUT 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif à la fonction de sous-directeur ou de proviseur, chargé principalement du premier degré dans les établissements d'enseignement secondaire de type I de la Communauté française**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois du 31 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977 et 2 juillet 1981, l'arrêté royal du 25 septembre 1984 et l'arrêté royal n° 456 du 1er septembre 1986;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1991, notamment l'article 4 et l'article 6, modifiés par les arrêtés royaux des 22 et 31 juillet 1969, 7 mars 1979 et 1er août 1984;

Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection, notamment l'article 1er, modifié par l'arrêté royal du 23 novembre 1970;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, notamment l'article 1er, modifié par l'arrêté royal du 22 avril 1971;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1er avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 22 octobre 1979, notamment l'article 2, chapitre c;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu le protocole de négociation du Comité de secteur IX;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et vu la délibération de l'Exécutif,

Arrête :

**Article 1er.** Dans l'article 6, C, b, de l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements tel qu'il a été modifié, il est inséré un 14bis rédigé comme suit :

« 14bis. Sous-directeur ou proviseur, chargé, à titre principal, de l'animation pédagogique du premier degré dans les établissements d'enseignement de type I qui comprennent les trois degrés. »

**Art. 2.** Dans le tableau de l'article 1er, première colonne, C, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection, les mots « sous-directeur ou proviseur, chargé, à titre principal, de l'animation pédagogique du premier degré dans les établissements d'enseignement de type I qui comprennent les trois degrés » sont ajoutés sous les mots « sous-directeur ».

**Art. 3.** Le tableau de l'article 1er, deuxième colonne, C, de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat, est complété par les mots « sous-directeur ou proviseur, chargé, à titre principal, de l'animation pédagogique du premier degré dans les établissements d'enseignement de type I qui comprennent les trois degrés ».

**Art. 4.** Dans le tableau de l'article 1er, deuxième colonne, de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, les mots « sous-directeur ou proviseur, chargé, à titre principal, de l'animation pédagogique du premier degré dans les établissements d'enseignement de type I qui comprennent les trois degrés » sont ajoutés en regard :

- 1° des mots « Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur »;
- 2° des mots « Inspecteur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur ».

**Art. 5.** L'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1er avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, est complété par les mots suivants :

« sous-directeur ou proviseur, chargé, à titre principal, de l'animation pédagogique du premier degré dans les établissements d'enseignement de type I qui comprennent les trois degrés ... 270 »

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1992.

**Art. 7.** Le Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 août 1992.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education,  
E. DI RUPO

—  
VERTALING

N. 92 — 3056

**31 AUGUSTUS 1992.** — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende het ambt van onder-directeur of van provisor in hoofdzaak belast met de eerste graad in de inrichtingen van de Franse Gemeenschap voor secundair onderwijs van type I

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten d.d. 31 maart 1967, 6 juli 1970, 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, 18 februari 1977 en 2 juli 1981, bij het koninklijk besluit van 25 september 1984 en bij het koninklijk besluit nr. 456 d.d. 1 september 1986;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Staat, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 2 oktober 1991, inzonderheid op artikel 4 en artikel 6, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 en 31 juli 1969, 7 maart 1979 en 1 augustus 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 23 november 1970;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevoorrechte ambt in de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel van de rijksonderwijsinrichtingen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 31 juli 1969 tot vaststelling van de ambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een ambt van de inspectiedienst belast met het toezicht op de rijksonderwijsinrichtingen en op de internaten die van deze inrichtingen afhangen, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 april 1971;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen, en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 oktober 1979, inzonderheid op artikel 2, hoofdstuk a;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van Sectorcomité IX;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en gelet op de beraadslaging van de Executieve,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 6, C, b, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Staat, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd, wordt een 14bis, luidend als volgt, ingevoegd :

« 14bis. Onderdirecteur of provisor, in hoofdzaak belast met de pedagogische activiteit in de eerste graad van de onderwijsinrichtingen van type I die de drie graden omvatten. »

**Art. 2.** In de tabel van artikel 1, eerste kolom, C, van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd, worden onder « onderdirecteur » de woorden « onderdirecteur of provisor, in hoofdzaak belast met de pedagogische activiteit in de eerste graad van de onderwijsinrichtingen van type I die de drie graden omvatten » toegevoegd.

**Art. 3.** De tabel van artikel 1, tweede kolom, C, van het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel van de rijksonderwijsinrichtingen wordt aangevuld met de woorden « onderdirecteur of provisor, in hoofdzaak belast met de pedagogische activiteit in de eerste graad van de onderwijsinrichtingen van type I die de drie graden omvatten ».

**Art. 4.** In de tabel van artikel 1, tweede kolom, van het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een ambt van de Inspectiedienst belast met het toezicht op de rijksonderwijsinrichtingen en op de internaten die van deze inrichtingen afhangen, de rijksonderwijsinrichtingen en op de internaten die van deze inrichtingen afdagen, worden de woorden « onderdirecteur of provisor, in hoofdzaak belast met de pedagogische activiteit in de eerste graad van de onderwijsinrichtingen van type I die de drie graden omvatten » toegevoegd naast :

1° de woorden « inspecteur algemene vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad »;

2° de woorden « inspecteur bijzondere vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad ».

**Art. 5.** Artikel 2, hoofdstuk C, van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, wordt met volgende woorden aangevuld :

« onderdirecteur of provisor, in hoofdzaak belast met de pedagogische activiteit in de eerste graad van de onderwijsinrichtingen van type I die de drie graden omvatten ... 270. »

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1992.

**Art. 7.** De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 augustus 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

F. 92 — 3057

2 OCTOBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant l'inventaire des biens transférés à la Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'article 59bis de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par celle du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et Régions, notamment son article 57, § 1er;

Vu le décret du 28 juillet 1992 relatif aux biens de la Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux et à leur gestion;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 21 septembre 1992,

Arrête :

**Article 1er.** L'inventaire des biens immeubles transférés en pleine propriété à la Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux est annexé au présent arrêté.